

Communiqué de conseillères citoyennes et conseillers citoyens de l'agglomération nantaise

Nantes, le 13 Juillet 20018 : Certains membres des conseils citoyens de Rezé Château, du Sillon de Bretagne à Saint Herblain de Bellevue Nantes et Saint Herblain et de Nantes : Dervallières, Bottière, Malakoff, Nantes Nord, se sont rassemblés en inter conseils citoyens à l'invitation de RésOVilles et ont voulu s'exprimer sur les événements récents qui ont affecté les quartiers d'habitat social de l'agglomération.

Nous sommes conseillers et conseillères citoyens, nous habitons dans les quartiers populaires de la métropole nantaise. Nous sommes engagés auprès des habitants pour essayer de faire entendre leur voix. Nous sommes de toutes origines, de tous âges, de toutes obédiences et nous souhaitons exprimer notre tristesse, notre colère, notre découragement mais aussi notre envie d'être les acteurs de la reconstruction.

Nous sommes tristes car un homme est mort dans nos rues. Ce drame a engendré une révolte et des vagues de violence sans précédent dans nos quartiers.

Il n'y a pas de recette miracle pour éviter cette violence mais il y a une obligation : celle de regarder ces événements avec responsabilité. Nous pensons que le rapport entre les jeunes et la police est une des clefs de cette explosion, car chaque jeune a pu se dire : « ça aurait pu être moi ».

Il est plus que temps de prendre conscience que l'exclusion sociale et la discrimination sont des éléments déclencheurs de la colère. Cela a été fait en 2005, après les émeutes urbaines, mais qu'en est-il resté en termes de politiques publiques et de discours médiatiques sur la banlieue ?

Nous pensons aussi aux habitants que nous n'entendons pas, qui gardent le silence et vivent en ce moment sentiment d'abandon et colère.

Nous savons à quel point ces événements tragiques ont révélé des personnes courageuses, mobilisées et nous avons été témoins de formidables actes de solidarité à l'égard des victimes des incendies et dégradations.

Nous sommes en colère d'avoir vu nos quartiers en flammes. Ces voitures brûlées, ces équipements publics incendiés ou détruits, ces locaux associatifs, ces commerces, lieux de vie des quartiers. Tout cela va encore creuser la fracture, renforçant l'image négative et anxiogène de nos quartiers alors que nous avons tant besoin d'union et de solidarité.

Nous sommes lucides sur les difficultés de nos quartiers et face à ces événements, malgré nos engagements, nous nous sentons impuissants, désarmés, tous petits.

Nous sommes de ceux qui ont encore l'énergie de reconstruire, de faire différemment, sans préjugé, sans tabou, sans récupération.

Nous n'accepterons jamais que les quartiers soient des oubliés ou soient la frontière de notre ville et même si c'est aujourd'hui l'impuissance qui nous envahit, nous avons la certitude que

nos quartiers sont aussi des lieux de réussite professionnelle, personnelle, sportive, artistique, familiale, citoyenne...

Nous devons écouter les colères, toutes les colères. Nous sommes prêts à observer, à comprendre, à prendre notre part pour essayer de mettre de la confiance dans des relations distendues, de la fierté dans des parcours chaotiques, de la solidité dans notre formidable ciment de relations humaines.

Mais si nous sommes prêts, nous demandons à tous d'être responsables :

L'Etat doit garantir avant tout la tranquillité publique et la sécurité en luttant efficacement contre les trafics, la délinquance et les rodéos qui rendent impossibles la vie au quotidien.

Nous appelons les pouvoirs publics à changer leur grille de lecture de nos territoires, à regarder la réalité plutôt que de défendre la théorie, à oser soutenir les initiatives, à créer de la fluidité.

Nous appelons les pouvoirs locaux à écouter les solutions qui viennent de nos quartiers, à en comprendre les priorités, à être transparents sur les choix, et à ne pas rajouter de la complexité à la complexité et à soutenir à leur juste hauteur les initiatives de terrain qui vont dans le sens du lien social.

Les conseils citoyens s'ils s'appuient sur les habitants ont une place particulière au côté des autres acteurs impliqués dans ces quartiers - créés par la loi et institués par un arrêté du Préfet, ils peuvent constituer une force pour engager les changements nécessaires.

Nous sommes déterminés à être entendus parce que nous sommes tous égaux en droits et en devoirs avec les mêmes conditions qui doivent être données pour réussir, se sentir utile, être reconnu et à sa place.

L'avenir de nos quartiers, c'est l'avenir de notre ville, nous devons en écrire l'histoire ensemble.

L'urgence est là, soyons tous responsables, ensemble.